

<https://www.elcorreo.eu.org/Crise-financiere-30-000-milliards-USD-d-actifs-fantomes-vont-disparaitre-d-ici-debut-2013Geab-No59>

**Crise financière : 30 000
milliards USD d'actifs
fantômes vont disparaître d'ici
début 2013Geab NÂ°59**

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -
Date de mise en ligne : jeudi 17 novembre 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

GEAB N°59. La crise entre dans la phase de décote généralisée des dettes occidentales. Les toutes prochaines semaines vont en effet rappeler au monde que c'est bien les États-Unis, et non pas la Grèce, qui est l'épicentre de la crise systémique globale.



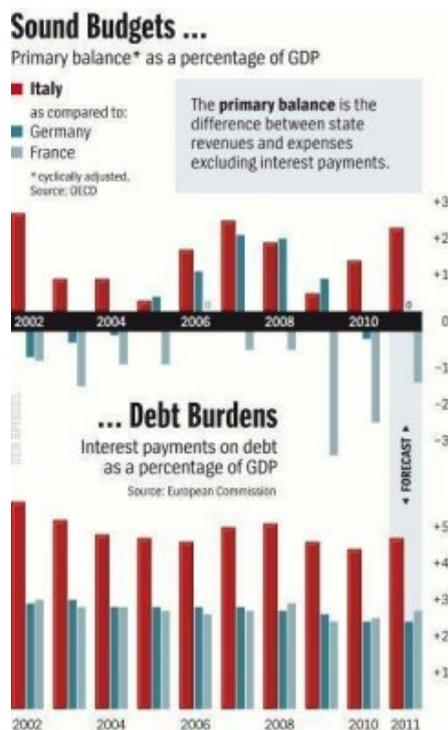
Nous arrivons vers la fin du second semestre 2011 et 15.000 milliards d'actifs-fantômes se sont bien envolés en fumée depuis Juillet dernier comme anticipé par *LEAP/E2020* ([GEAB N°56](#)). Et, selon notre équipe, ce processus va se poursuivre au même rythme tout au long de l'année en venir. Nous estimons en effet que, avec la mise en place de la décote de 50% sur les dettes publiques grecques, la crise systémique globale entre dans une nouvelle phase : celle de la décote généralisée des dettes publiques occidentales et de son corollaire, la fragmentation du marché financier mondial. Notre équipe considère que 2012 va voir une décote moyenne de 30% de l'ensemble des dettes publiques occidentales [1] auquel s'ajoutera un montant équivalent de disparition d'actifs des bilans des établissements financiers mondiaux. Concrètement, *LEAP/E2020* anticipe donc la disparition de 30.000 milliards d'actifs-fantômes d'ici le début 2013 [2] et l'accélération courant 2012 du processus de partition du marché financier mondial [3] en trois grandes zones monétaires de plus en plus déconnectées : Dollar, Euro, Yuan. Ces deux phénomènes se nourrissent l'un l'autre. Ils vont notamment être à l'origine de la baisse de 30% de la devise US en 2012 [4], comme nous l'avons annoncé en Avril dernier ([GEAB N°54](#)), sur fond de forte réduction de la demande de Dollars US et d'aggravation de la crise de dette publique US. La fin 2011 va donc voir, comme prévu, le détonateur des dettes publiques européennes déclencher l'explosion de la bombe US.

Dans ce GEAB N°59 nous analysons donc en détail cette nouvelle phase de la crise ainsi que la prochaine aggravation de la crise de dette US. Par ailleurs, nous commençons à présenter, comme annoncé dans les GEAB précédents, nos anticipations sur l'avenir des États-Unis pour la période 2012-2016 [5] en commençant par un aspect fondamental des relations euro-américaines (et plus généralement du monde tel qu'on le connaît depuis 1945), à savoir la relation militaire stratégique USA-Europe : nous estimons qu'en 2017 le dernier soldat US aura quitté le sol de l'Europe continentale. Enfin, *LEAP/E2020* présente ses recommandations ; ce mois-ci : devises, or, retraites par capitalisation, secteur financier, matières premières.

Dans ce communiqué public nous avons choisi de présenter les éléments qui déterminent la prochaine aggravation de la crise de la dette US, tout en faisant le point sur les conséquences du sommet européen de la fin Octobre et du sommet du G20 de Cannes.

Comme anticipé par *LEAP/2020* depuis plusieurs mois, le sommet du G20 de Cannes s'est révélé être un échec flagrant puisqu'il n'a accouché d'absolument aucune mesure significative, se révélant incapable d'aborder les questions du changement de système monétaire international, de la relance de l'économie mondiale et de la réforme de la gouvernance globale. Si la question grecque a pris une telle place au cours de ce sommet, c'est notamment parce que ce dernier n'avait aucun contenu. [George Papandreou](#) a ainsi permis aux dirigeants du G20 de « faire comme si » la Grèce avait perturbé leurs travaux [6] alors que, en fait, elle leur a permis de cacher en partie leur impuissance à définir le moindre agenda commun. Parallèlement, les décisions du sommet européen de la semaine précédant le G20 illustrent désormais de manière officielle l'émergence de l'Euroland (doté notamment de deux sommets spécifiques chaque année [7]) et affirmation de facto sa primauté décisionnelle au sein de l'UE [8]. La pression de la crise a également permis en quelques jours de renforcer les capacités politiques de l'Euroland à progresser sur le chemin d'une intégration accrue [9], préalable à toute évolution positive vers le monde d'après la

crise [10].



Comparaison des budgets et dettes nationales

italienne (rouge),

allemande (bleu)

et française (gris)

(2002-2011) (en pourcentage du PIB) - Source : Spiegel, 10/2011

Ainsi un gouvernement d'unité nationale s'est enfin mis en place en Grèce [11], où il faut littéralement construire un Etat moderne doté d'un cadastre, d'une administration efficace et permettant aux Grecs d'être des citoyens « normaux » de l'Euroland et non pas des sujets d'un système féodal où grandes familles et église se partagent la richesse et le pouvoir. Trente ans après son intégration sans conditions dans la *Communauté européenne*, la Grèce va devoir passer par une phase de transition de cinq à dix ans comme l'ont connue les pays d'Europe centrale et orientale avant leur accession à l'UE : douloureux, mais inévitable.

Ainsi, l'Italie est enfin parvenue à se débarrasser d'un leader typique du monde d'avant la crise caractérisé par son « *bling-bling* », son affairisme, son rapport sans scrupules à l'argent, son autosatisfaction tout aussi récurrente qu'infondée, sa main-mise médiatique, son eurocriticisme récurrent et son nationalisme de pacotille [12], et bien entendu sa libido débordante. Les scènes de joie dans les rues italiennes montrent qu'il n'y a pas que du mauvais dans la crise systémique globale ! Comme nous l'indiquions dans le GEAB précédent, nous considérons même que 2012 sera pour l'Euroland l'année de transition permettant d'entamer la construction du monde d'après ... et non pas seulement de subir la déconfiture du monde d'avant la crise.

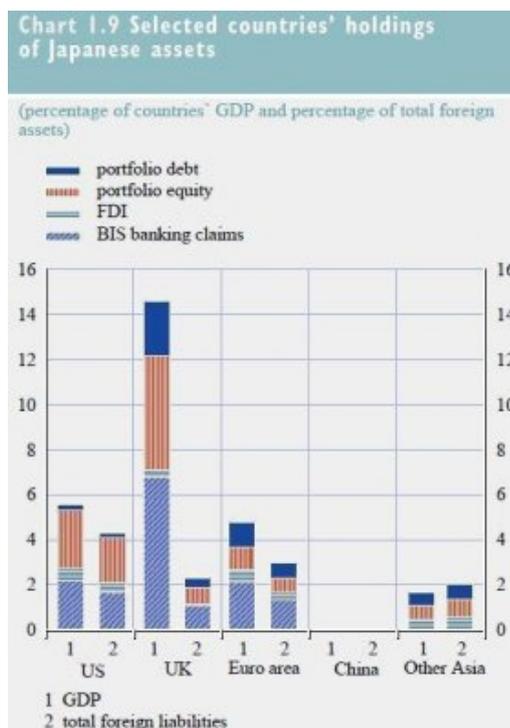
Ainsi le Royaume-Uni est tout simplement définitivement « mis à la porte » des réunions de l'Euroland [13]. Et les autres pays membres de l'UE hors zone Euro se sont à nouveau regroupés derrière l'Euroland en refusant de soutenir la proposition britannique d'un droit de veto des 27 sur les décisions de l'Euroland. La dérive du Royaume-Uni connaît donc un coup d'accélérateur illustré par les tentatives accrues des Eurosceptiques britanniques (qui sont généralement les fantassins de la City [14]) pour tenter de couper au plus vite le maximum de liens avec l'Europe continentale [15]. Loin d'être une preuve du succès de leur politique, c'est au contraire un aveu d'échec complet [16] : après vingt ans de tentatives ininterrompues, ils n'ont pas réussi à briser le processus

d'intégration européenne qui reprend de plus belle sous la pression de la crise. Ils tentent donc de « larguer les amarres » par crainte (fondée d'ailleurs [17]) de voir le Royaume-Uni obligé de se fondre dans l'Euroland d'ici la fin de cette décennie [18]).

Sur le fond, c'est une fuite en avant désespérée qui, comme le souligne Will Hutton dans un article remarquable de lucidité paru dans le *Guardian* du 30/10/2011, ne peut conduire le Royaume-Uni qu'à l'éclatement avec une Ecosse qui veut revendiquer non seulement son indépendance [19] mais également son ancrage européen, et à une situation socio-économique de marché financier off-shore sans protection sociale [20] ni base industrielle [21] : en résumé, un « Royaume-Désuni » à la dérive [22] !

Et l'allié usaméricain étant dans un état aussi désespéré, la dérive peut s'éterniser pour le plus grand malheur du peuple britannique qui se montre de plus en plus agressif avec la City. Même les anciens combattants commencent à rejoindre le mouvement *Occupy the City* [23] : visiblement, sur ce point, il y a une étonnante convergence de points de vue entre l'Euroland et le peuple britannique !

Pour se consoler, les financiers britanniques pourront se dire qu'ils détiennent la plus grande proportion d'actifs publics japonais hors Japon ... mais au moment où le FMI met en garde de plus en plus fermement le Japon sur le risque systémique de sa dette publique qui dépasse les 200% du PIB [24], est-ce bien une consolation ?



Répartition des actifs japonais

(Etats-Unis, Royaume-Uni, Euroland, Chine, Asie)

(en pourcentage du PNB du pays (1) et en pourcentage des actifs étrangers détenus (2))

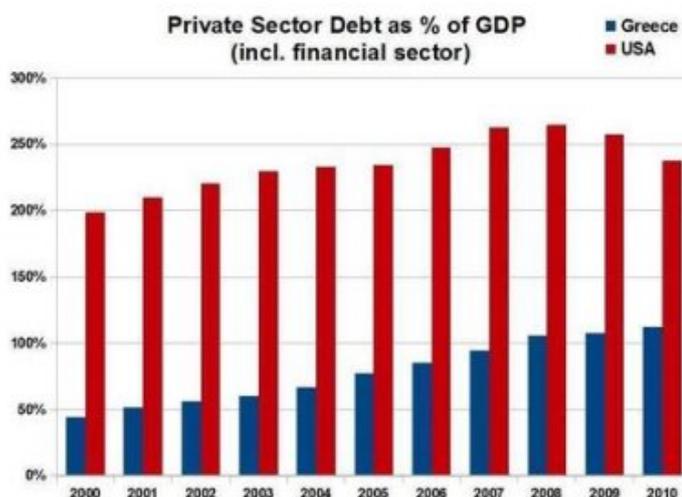
– Source : Banque Centrale Européenne, 06/2011

Puisque nous parlons d'endettement public, il est temps de revenir aux Etats-Unis. Les toutes prochaines semaines vont en effet rappeler au monde que c'est bien ce pays, et non pas la Grèce, qui est l'épicentre de la crise systémique globale. Dans une semaine, le 23 Novembre, la « *supercommission* » du Congrès en charge de réduire le déficit fédéral US devra avouer son échec à trouver les 1.500 Milliards USD d'économies sur dix ans. Chaque parti affûte déjà ses arguments pour faire porter la faute de l'échec sur l'autre camp [25]. Quand à Barack Obama, en-dehors de ses minauderies télévisées avec Nicolas Sarkozy, il contemple passivement la situation tout en

constatant que le Congrès a mis en pièce son grand projet de plan pour l'emploi présenté en fanfare il y a à peine deux mois [26]. Et ce n'est pas l'annonce complètement irréaliste d'une nouvelle union douanière du Pacifique (sans la Chine) [27] à la veille d'un sommet de l'APEC où Chinois et Américains s'affrontent de plus en plus durement, qui va renforcer sa stature de chef d'Etat et encore moins ses chances de réélection.

Cet échec prévisible de la « *supercommission* », qui ne fait que refléter la paralysie totale du système politique fédéral usaméricain, va avoir des conséquences immédiates et très lourdes : une nouvelle série de dégradation de la note de crédit des Etats-Unis. L'agence chinoise Dagon a ouvert le feu en confirmant qu'elle allait à nouveau baisser cette note en cas d'échec de la « *supercommission* » [28]. S&P va probablement faire baisser encore d'un cran la note US et Moody's et Fitch n'auront plus d'autres choix que de se mettre au diapason puisqu'elles avaient donné un répit jusqu'à la fin de l'année sous condition de résultats en matière de réduction du déficit public. Au passage, pour essayer de diluer l'information négative pour les Etats-Unis, il est fort probable qu'il y aura une tentative de relancer la crise de l'endettement public dans la zone Euro [29] en abaissant la note de la France pour affaiblir le *Fonds Européen de Stabilisation Financière* [30].

Tout cela prépare une fin d'année très mouvementée sur les marchés financiers et monétaires et va entraîner des chocs violents dans les systèmes bancaires occidentaux et, au-delà, pour tous ceux qui sont détenteurs de Bons du Trésor US. Mais au-delà de l'échec de la « *supercommission* » à réduire le déficit fédéral, c'est toute la pyramide de l'endettement US qui va être à nouveau auscultée, dans un contexte de récession mondiale et bien entendue américaine : chute des recettes fiscales, poursuite de l'augmentation du nombre de chômeurs et en particulier des chômeurs qui ne reçoivent plus d'indemnités [31], poursuite de la chute des prix de l'immobilier, ...



**Dettes du secteur privé usaméricain (en rouge)
et grec (en bleu)
en pourcentage du PIB (2000-2010)**

– Source : SuddenDebt, 03/2011

Gardons à l'esprit que la situation de l'endettement privé US est nettement pire que celle de la Grèce ! Et que dans ce contexte, nous sommes à un doigt de la panique générale à propos de la capacité des Etats-Unis à rembourser leur dette autrement qu'avec des Dollars dévalués. Cette fin 2012 va donc conduire nombre de détenteurs de la dette usaméricaine à se poser sérieusement la question de cette capacité et du moment où elle sera soudainement mise en doute par les opérateurs [32].

Que peuvent proposer les Etats-Unis après un échec de la « *supercommission* » ? Pas grand-chose en fait, surtout

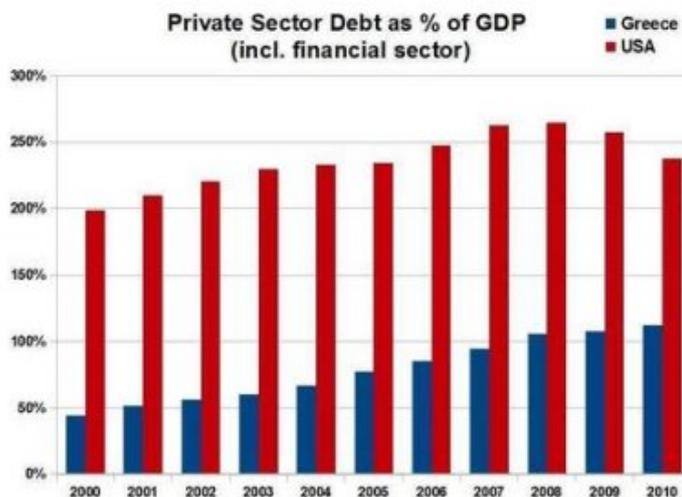
en année électorale. D'une part car elle a été créée parce que le reste ne fonctionnait pas ; d'autre part car la question n'est pas tant le montant que l'aptitude à entreprendre une réduction significative dans la durée. Et l'échec de la « *supercommission* » sera justement perçu comme l'incapacité des Etats-Unis à affronter le problème du déficit.

Pour ce qui est du montant, un rapide calcul envoyé par un des lecteurs usaméricains du GEAB permet de constater à quel point les « efforts » de réduction budgétaire envisagés actuellement sont ridicules par rapport aux besoins :

Si l'on considère le budget fédéral des Etats-Unis comme celui d'un ménage, les choses s'éclairent. Il suffit d'enlever 8 zéros pour avoir un budget qui signifie quelque chose pour chaque citoyen :

- **Revenu familial annuel (impôts sur le revenu) : + 21 700**
- **Dépenses familiales (budget fédéral) : + 38 200**
- **Nouvelles dettes sur la carte de crédit (dette nouvelle) : + 16 500**
- **Bilan des dettes passées sur la carte de crédit (dette fédérale) : + 142 710**
- **Réductions budgétaires déjà réalisées : - 385**
- **Objectif de réduction budgétaire de la super-commission (pour une année) : - 1 500**

Comme on peut facilement le constater, la « *supercommission* » (tout comme le Congrès dans son ensemble en Août dernier) ne parvient même pas à s'entendre pour réduire de 10% l'augmentation annuelle de la dette fédérale. Car il s'agit bien de cela : contrairement à l'Europe qui, en quelques mois, invente de nouveaux mécanismes et réduit très fortement ses dépenses et son endettement futur [33], les Etats-Unis continuent à s'enfoncer à pleine vitesse dans un endettement croissant. D'ailleurs, pour le semestre à venir, Washington prévoit d'émettre 846 Milliards USD de Bons du Trésor, soit 35% de plus que l'année dernière à la même époque [34].



Septembre 2011 : début de la perte de confiance des banques centrales étrangères dans les Bons du Trésor US

– Evolution des transactions des banques centrales étrangères concernant les Bons du Trésor et des agences US (2000-2011)

(en marron : accroissement mensuel / ligne verte : au-dessus, les banques centrales achètent ; en dessous, elles vendent les Bons du Trésor)

– Source : CaseyResearch, 10/2011

On a vu avec la faillite du fonds d'investissement MF Global comment les maîtres de *Wall Street* pouvaient s'effondrer d'un seul coup du fait de leurs erreurs de stratégie sur l'évolution des dettes publiques européennes. [Jon Corzine](#) n'est pas [Bernard Madoff](#). En terme de sens moral, il doit certes en être proche mais, pour le reste, rien de comparable. Madoff était un franc-tireur de Wall Street alors que Corzine c'est la grande aristocratie : ancien PDG de *Goldman Sachs*, ancien gouverneur du New Jersey, principal donateur de la campagne Obama pour 2012, pressenti pour remplacer Tim Geithner au poste du Secrétaire d'Etat au Trésor en Août dernier [\[35\]](#), ... et de facto l'un des « créateurs » d'Obama en 2004 [\[36\]](#). On touche ici au cœur de la relation incestueuse Wall Street/Washington que dénonce désormais une majorité d'Usaméricains [\[37\]](#).

Ainsi en Août encore il apparaissait comme un « intouchable » au sommet de *Wall Street* ; et pourtant il s'est trompé entièrement sur l'évolution des événements. Il a cru que le monde d'avant continuait et que, comme « toujours », les créanciers privés seraient remboursés « rubis sur l'ongle ». Résultat : des pertes énormes et une faillite qui fait perdre beaucoup d'argent à ses clients et met 1.600 employés à la rue [\[38\]](#).

Nous avons annoncé dans le GEAB précédent que nous entrons dans la phase de décimation des banques occidentales. Cette phase a donc bien débuté et les clients de l'ensemble des opérateurs financiers (banques, assurances, fonds d'investissements, fonds de pension [\[39\]](#)) doivent dorénavant se poser des questions sur la solidité de ces institutions. Et comme le montre le cas Corzine, ils ne doivent surtout pas supposer que parce que ces institutions ou leurs dirigeants sont connus et dotés d'une solide réputation, elles sont a priori plus solides que les autres [\[40\]](#). Ce n'est pas la bonne connaissance des règles du jeu financier d'hier (qui a fait leur réputation) qui compte désormais, c'est l'aptitude à comprendre que les règles du jeu ont changé qui est devenue déterminante.

[GEAB NÂ°59](#) , 15 novembre 2011.

[1] Qui se montent à plus de 45.000 milliards USD en 2010 pour les seuls Etats-Unis, Japon, Royaume-Uni et Euroland.

[2] Plus la crise s'aggrave, plus la quantité d'actifs-fantômes augmente. Ce processus continuera jusqu'à ce qu'on retrouve un ratio actifs financiers/actifs réels compatibles avec un fonctionnement socio-économique soutenable, probablement autour des ratios des années 1950/1970.

[3] Enclenché avec la crise de la dette grecque qui se traduit notamment par un dégagement rapide du système financier de l'Euroland hors du Dollar. Le fait que ce processus ait été initié à l'origine par *Wall Street* et la *City* [GB] pour « casser » la zone Euro ne fait qu'illustrer à nouveau d'une part l'ironie de l'Histoire ; et d'autre part le fait que lorsqu'une époque se termine, toutes les actions des acteurs du monde qui disparaît se retournent in fine contre eux.

[4] Même le **Financial Times** reconnaît désormais que le Dollar US est devenu plus fragile que l'Euro. Source : [FT](#), 04/11/2011

[5] Nos anticipations sur l'UE et l'Euroland feront parties d'une prochaine livraison du GEAB.

[6] La seule chose qui a été perturbée sérieusement par la Grèce c'est le plan de communication du président français Nicolas Sarkozy qui comptait faire des sommets européens et du G20 un double tremplin pour tenter de regagner de la crédibilité auprès des Français. Or, en la matière, ce fut un double échec : loin d'avoir réglé la crise grecque comme il l'avait annoncé à la télévision, elle lui a explosé à nouveau à la figure à la veille du G20 ; quant au G20, un résultat nul donne la note de son organisateur : zéro ! LEAP/E2020 profite de cette occasion pour confirmer son anticipation du 15 Novembre 2010 ([GEAB NÂ°49](#) et maintient que le candidat de l'UMP (Sarkozy ou un autre) ne sera pas au second tour de l'élection présidentielle française de 2012 qui se jouera donc entre le candidat du PS, François Hollande, et la candidate du Front National, Marine Le Pen.

[7] Et on ne peut que constater que ce sont des décideurs du niveau européen ([Mario Monti](#), ancien Commissaire européen, en Italie et [Lucas Papademos](#), ancien vice-président de la BCE, en Grèce) qui, en Grèce comme en Italie, prennent les rênes du pouvoir consacrant là aussi

l'intégration accélérée de la zone Euro y compris au niveau politique. Cette situation va d'ailleurs renforcer l'urgence de réformes institutionnelles démocratiques pour la gouvernance de l'Euroland car les peuples n'accepteront pas plus d'une année encore une telle évolution dont ils ne sont que les spectateurs. Il faut noter que la plupart des citoyens allemands, français, italiens, espagnols, ... n'ont pas trouvé du tout aberrante la proposition de référendum grec sur les mesures anti-crisis, contrairement à leurs dirigeants. Sans s'en rendre compte George Papandreou a probablement fortement stimulé l'exigence d'un futur référendum trans-Euroland sur la gouvernance de la zone Euro d'ici 2014/2015. Voir à ce sujet l'article de Franck Biancheri publié le 06/10/2011 sur le [Forum Anticipolis](#).

[8] Le Royaume-Uni en fait directement les frais (nous y revenons dans ce GEAB) qui voit sa marginalisation confirmée et renforcée : il a perdu toute capacité d'influence sur l'Euroland. D'ailleurs, signe des temps, Nicolas Sarkozy s'est permis de violemment rabrouer David Cameron en lui disant que les dirigeants de la zone Euro en avaient assez de l'entendre donner ses conseils pour la bonne gestion de l'Euro alors qu'il est fondamentalement contre la devise européenne. Nicolas Sarkozy n'étant fort qu'avec les faibles, l'indice de « force » de Cameron est donc tombé bien bas ! Source : [AlJazeera](#), 24/10/2011

[9] Source : [Business Week](#), 14/11/2011

[10] Cela ne signifie en rien que LEAP/E2020 considère que la situation est bonne dans l'Euroland car l'ensemble de l'UE est en fait déjà entré en récession (comme les USA d'ailleurs), car le défi du désendettement public reste ouvert même si les outils se multiplient pour traiter le problème (y compris de nouvelles décotes de dettes publiques) et car la colère populaire (comme ailleurs dans le reste du monde) est en train de s'amplifier en tout cas dans les pays où aucune alternative politique crédible ne paraît possible. Sources : [Le Monde](#), 17/10/2011 ; [Libération](#), 18/10/2011 ; [La Tribune](#), 07/11/2011 ; [ANSA](#), 08/11/2011 ; [Spiegel](#), 11/11/2011 ; [Les Affaires](#), 10/11/2011

[11] Une première historique. Source : [Spiegel](#), 07/11/2011

[12] Les deux tendances vont généralement ensemble chez les leaders politiques : leur euroscepticisme est la plupart du temps un habillage idéologique d'une réalité bien terre-à-terre : leur volonté de continuer à utiliser leur pouvoir comme bon leur semble dans leur pays. De Vaclav Klaus en République Tchèque aux Eurosceptiques conservateurs au Royaume-Uni en passant par l'eurocriticisme récurrent berlusconien et les élites eurosceptiques suédoises, un grand point commun : laissez-nous faire ce qu'on veut dans notre pays et ne venez pas perturber nos citoyens avec des idées venues d'ailleurs. Pour faire passer la chose devant leur opinion publique, il suffit de changer le « nous » majestueux par un « nous » collectif, et on fait croire au peuple que c'est son propre pouvoir que l'intégration européenne remet en cause ! Et ça fonctionne bien en général : regardons actuellement le nombre de citoyens qui à juste titre s'indignent de l'absence de débat démocratique sur les mécanismes financiers mis en place au niveau de l'Euroland pour gérer la crise et qui crient haro sur l'Europe derrière les leaders eurosceptiques de leur pays ... alors qu'ils n'ont aucune idée de comment fonctionnent ces mêmes mécanismes dans leur propre pays. Prenons l'exemple de la France où ceux qui dénoncent la main-mise des banques privées sur le processus d'endettement des Etats depuis le Traité de Maastricht, ignorent que c'était déjà le cas en France depuis 1973 !

[13] Source : [Spiegel](#), 31/10/2011

[14] Une « City » que David Cameron décrit comme assiégée par l'Euroland. Au passage, cette déclaration du premier ministre britannique confirme qu'il y a donc bien une guerre entre la City et l'Euro contrairement à ce que disent les médias anglo-saxons. Source : [Telegraph](#), 28/10/2011

[15] Source : [Telegraph](#), 28/10/2011

[16] Source : [Guardian](#), 23/10/2011

[17] Selon LEAP/E2020, l'échec programmé du « [British Sonderweg](#) » [« la voie particulière » / « l'autre chemin »] entraînera d'ici 2020 l'Angleterre à suivre les chemins de l'Ecosse et du Pays de Galles qui eux refuseront de suivre ce « chemin qui ne mène nulle part » ... même pas en Amérique ! D'ailleurs, même dans un média eurosceptique comme le [Telegraph](#), où la qualité des analyses parvient à contrebalancer assez souvent l'idéologie, on est bien obligé de constater qu'en cas d'échec de l'Euroland, le Royaume-Uni sera emporté dans une crise encore plus grave que celle qu'il connaît aujourd'hui. Source : [Telegraph](#), 09/11/2011

[18] Cette hystérie britannique devant l'intégration de l'Euroland (appelée outre-Manche « la crise de l'Euro ») s'illustre par des fantasmes délirants

publiés dans la presse grand-public, mêlant nostalgie de la victoire de 1945 avec un sentiment de vulnérabilité sans précédent de la Grande-Bretagne. L'axe franco-allemand devenant une machine de guerre anti-britannique. Dans le genre, l'article publié le 31/10/2011 dans le [Daily Mail](#) est un « must » ! Et même le [Telegraph](#) ne peut résister qui titre le 22/10/2011 sur le « nouvel empire européen ».

[19] L'ancien chef de l'armée britannique en est même désormais à ouvrir le débat sur le potentiel des futures forces armées écossaises dans la perspective du référendum sur l'indépendance prévu d'ici 2 à 3 ans. Source : [GoogleNews](#), 18/10/2011

[20] Et avec un chômage massif et une jeunesse abandonnée à elle-même sans éducation, travail ni perspective d'avenir. Sources : [Guardian](#), 14/11/2011 ; [Telegraph](#), 14/11/2011

[21] Source : [Telegraph](#), 01/11/2011

[22] Qui continue d'ailleurs à décliner rapidement au hit-parade des économies les plus importantes de la planète. Le Brésil est en passe de dépasser le Royaume-Uni cette année. Et la crise financière s'aggravant, le déclin de la City va réduire très fortement la taille de l'économie britannique qui dépend tellement de ce centre financier mondial. Source : [Telegraph](#), 31/10/2011

[23] Source : [Guardian](#), 12/11/2011

[24] Pour mémoire, l'endettement public de l'Italie est seulement égal à 120% de son PIB. Source : [Ahram](#), 12/11/2011

[25] Source : [New York Times](#), 08/11/2011

[26] Source : [Newsdaily](#), 03/11/2011

[27] Outre l'absence de la Chine d'un tel projet, l'annonce se fonde sur une déclaration d'intention sans aucune base détaillée, renvoyant les aspects concrets à plus tard. Mais c'est « promis, juré » : dans un an, il y aura cette union douanière. Les scénarios des films hollywoodiens sont souvent peu réalistes, mais là on touche au conte de fée !

[28] Source : [Guardian](#), 12/11/2011

[29] Même les voix les plus modérées, comme Jean-Pierre Jouyet, président de l'Autorité française des Marchés Financiers, reconnaissent désormais qu'il y a bien la guerre entre le Dollar et l'Euro. Source : [JDD](#), 12/11/2011

[30] Cela aura pour conséquence, par ordre d'importance croissante, de réduire encore plus les perspectives électorales pour Nicolas Sarkozy, d'accélérer l'intégration financière et fiscale de l'Euroland et de faire avancer l'idée d'un grand emprunt public eurolandais pour se dégager, une fois pour toutes, des marchés financiers anglo-saxons. Cette dernière option sera, selon notre équipe, mise en place d'ici le premier semestre 2013. Nous en détaillerons la nature dans un prochain numéro de GEAB.

[31] Leur sortie du système de chômage aide à faire croire à une embellie sur ce front. Nous ne reviendrons pas sur la « fiabilité » des statistiques US du chômage puisque nous l'avons déjà amplement fait dans plusieurs GEAB. Deux faits s'imposent : l'année dernière à la même époque 75% des chômeurs étaient indemnisés contre seulement 48% aujourd'hui ; et plus de 26 millions d'Américains entrent désormais dans la catégorie des personnes sous-employées (un record historique). Sources : [CNBC](#), 05/11/2011 ; [Business Insider](#), 20/10/2011

[32] Ces phénomènes sont toujours soudains car essentiellement psychologiques.

[33] Sauf en France où Nicolas Sarkozy, avec son premier ministre François Fillon, continue à dégrader les finances publiques, en multipliant les « mesurette » sans efficacité de long terme dans l'espoir de servir sa réélection. Il y a du Berlusconi chez cet homme-là ! La Commission européenne a d'ailleurs tiré la sonnette d'alarme à ce sujet.

[34] C'est trois fois la totalité des dettes publiques de la Grèce avant décote ! Source : [ZeroHedge](#), 01/11/2011

[35] Source : [New American](#), 05/08/2011

[36] Un autre point commun entre Barack Obama et Nicolas Sarkozy, ces deux représentants du monde d'avant la crise : leur intimité avec le secteur financier. Sources : [Le Monde](#), 22/10/2011 ; [Minyanville](#), 04/11/2011

[37] Et cette faillite montre que tout continue à se passer à Wall Street comme avant 2008, malgré les soi-disant mesures de contrôle du secteur financier adoptés par les autorités US. Cette affaire va avoir un impact politique profond sur le contexte électoral 2012 aux Etats-Unis. Sources : [CNBC](#), 01/11/2011, [USAToday](#), 18/10/2011

[38] Source : [FINS](#), 11/11/2011

[39] Par exemple, [ABP](#), le plus important fonds de pension des Pays-Bas, va devoir réduire ses versements aux retraités du fait des pertes de ces derniers mois. C'est une conséquence très concrète de la disparition des « actifs-fantômes ».

[40] On constate d'ailleurs une inquiétude croissante chez les investisseurs des sociétés financières de New York et Londres. Source : [Huffington Post](#), 12/11/2011